

Les gains économiques attendus de la réalisation du marché intérieur

Note sur le rapport Cecchini

M. Kerf, septembre 1991

En 1986, la Commission chargea une équipe d'économistes, dirigée par M. Cecchini, d'organiser une étude approfondie sur les conséquences économiques qu'aurait, pour la Communauté dans son ensemble, la suppression de toutes les barrières administratives, techniques et fiscales recensées par la Commission dans son *Livre blanc* de 1985. Le Rapport Cecchini (*Research on the Cost of non-Europe, Basic Findings*, volumes 1 à 16, Commission des C.E., Serie Documents, 1988) prévoit à moyen terme, c'est à dire 5 à 6 ans après application intégrale de toutes les mesures contenues dans le *Livre blanc*, la création de 2 à 5 millions d'emplois nouveaux et une augmentation de 4,5 % à 7 % du volume du PIB de la Communauté. Ces avantages proviendraient, en parts à peu près égales, de trois sources distinctes :

- la suppression des barrières qui affectent directement le commerce intracommunautaire (réduction des coûts administratifs des entreprises leur permettant de baisser leurs prix, ce qui - et c'est là le plus important - stimulerait la demande et donc la production) ;
- les économies d'échelle ;
- l'intensification de la concurrence : suppression des positions de monopoles, innovation technique accrue, etc.

La création du marché unique correspond aux attentes d'une majorité des entrepreneurs européens comme le montrent les résultats d'une enquête, réalisée en

1987 par la Commission dans les douze Etats membres, à laquelle plus de 11 000 entreprises ont participé (voir *Research on the Cost of non-Europe*, volume 3). On s'attend dans tous les pays à une augmentation des exportations à destination des autres pays de la Communauté et aussi, mais dans une moindre mesure, à destination des pays tiers. De l'avis des entreprises, l'augmentation du volume total des ventes pour l'ensemble de la Communauté pourrait être de l'ordre de 5 %, les augmentations prévues s'échelonnant de 1 % en Grèce à 9 % en Espagne (voir volume 3, p. 19). Toutefois, contrairement à l'augmentation de la production qui devrait s'amorcer dans le court terme, en ce qui concerne les emplois, les gains ne devraient pas être immédiatement perceptibles, la restructuration de certaines entreprises et la suppression d'emplois de douaniers provoquant dans les deux premières années une recrudescence du chômage de quelque 500 000 unités (voir *Economie Européenne* n°35, mars 1988, page 173 et figure 10.2, page 176).

L'étude a été réalisée sur sept pays membres (R.F.A., France, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) et extrapolée ensuite à l'ensemble de la Communauté. Elle se compose d'une évaluation microéconomique des bénéfices qui seraient réalisés grâce à la création du grand marché et d'un exercice de simulation macroéconomique pour tenter de déterminer l'impact global du programme 1992 sur des variables économiques telles que l'emploi et l'inflation.

L'analyse microéconomique est réalisée par secteur d'activité économique et les gains espérés dans chacun de ces secteurs sont quantifiés aussi précisément que possible. Le premier volume de *Research on the Cost of non-Europe - Basic Findings* présente un résumé de chacune de ces analyses tandis que les volumes 3 à 15 contiennent chacun les travaux complets relatifs à l'un des domaines considérés. Il ressort de cette étude que des économies d'échelle permettraient une baisse substantielle des coûts de production dans les industries suivantes : construction de matériel ferroviaire, d'avions, d'hélicoptères, de matériel de télécommunications et de machines agricoles (voir volume 2, tableau 1, page 9.6.). D'autre part, dans les branches d'industrie où les marchés publics jouent un rôle important comme l'équipement aérospatial et de défense, l'énergie, l'ingénierie civile et certains services (design industriel, informatique ...), la suppression des restrictions d'accès au marché entraînerait des réductions de prix importantes (voir volume 1, pages 91 à 93). Enfin, l'intégration des marchés financiers provoquerait une baisse du prix de ces services de plus de 15 % dans plusieurs pays de la Communauté et de plus de 25 % en Italie (voir volume 1, table 6.1., page 286).

L'analyse macroéconomique est basée sur des modèles économétriques utilisant les résultats microéconomiques comme données de base (voir volume 2, chapitre 10, pages 559 et s.). Les chiffres les moins optimistes cités ci-dessus (2 millions d'emplois nouveaux et augmentation du volume du PIB communautaire de 4,5 %) correspondent à l'hypothèse selon laquelle les dépenses publiques resteraient constantes en termes réels tandis que les chiffres les plus optimistes (5 millions d'emplois nouveaux et augmentation du volume du PIB communautaire de 7 %) supposent que les gouvernements des Etats membres adoptent une politique de relance de la demande (voir Emerson et al., 1992 *La Nouvelle Economie Européenne. Une évaluation par la Commission de la C.E. des effets économiques de l'achèvement du marché intérieur*, De Boeck-Wesmael, 1989, Tableau 10.2.2., page 238). Ces meilleurs résultats seraient alors obtenus au prix d'un léger déficit de la balance extérieure et d'une moindre réduction du déficit public et de l'inflation (moins 4,6 % au lieu de moins 6 %).

La question de savoir quels pays profiteraient le plus largement de l'abolition des entraves au commerce intracommunautaire n'est pas abordée dans le Rapport Cecchini. Il semble certain cependant que les petits Etats devraient en être les principaux bénéficiaires dans la mesure où ce sont leurs entreprises qui ont encore le plus d'économies d'échelle à réaliser. M. David Neveu de l'INSEAD ajoute (voir *The Economist*, 21 avril 1990) que parmi ces petits pays, la Grèce et le Portugal où les salaires sont les plus bas devraient réaliser les gains les plus substantiels. En effet, un théorème bien connu des spécialistes du commerce international - le théorème de l'égalisation du prix des facteurs de production - énonce le principe selon lequel à l'intérieur d'une zone de libre échange les prix des facteurs de production sont à peu près les mêmes partout. Cela tient au fait que chaque région de la zone de libre échange se spécialise dans la production des biens qui requièrent l'utilisation la plus intensive des facteurs de production dont elle est la mieux dotée. C'est ainsi qu'au lendemain de la mise sur pied du grand marché européen, le Portugal et la Grèce se spécialiseraient plus encore qu'aujourd'hui dans des industries nécessitant l'emploi d'une large main-d'oeuvre. Cette demande accrue de main-d'oeuvre provoquerait une augmentation des salaires, qui se rapprocheraient ainsi de la moyenne communautaire, et inciterait les entrepreneurs à rechercher des techniques de production plus efficaces.

Certains auteurs considèrent que le Rapport Cecchini sous-estime les avantages qui résulteraient de la création d'un véritable marché unique européen. Le Rapport Cecchini est fondé sur la théorie traditionnelle de la croissance selon laquelle le taux de croissance ne peut augmenter à long terme que s'il y a accélération du processus d'innovation technologique. Comme il n'y a aucune raison de penser que l'unification européenne devrait entraîner une telle accélération, les auteurs concluent que les gains résultant de la création du marché unique permettront une augmentation du niveau du PIB communautaire mais pas une augmentation de son taux de croissance.

Le Professeur Baldwin de Columbia University (voir *The Economist*, 18 novembre 1989) soutient cependant que les conclusions du Rapport sont trop pessimistes. Il faut en effet tenir compte du fait que l'augmentation du niveau du PIB après 1992 entraînera à son tour une augmentation de l'épargne et de l'investissement et donc un accroissement de la productivité qui devrait se traduire par un taux de croissance plus élevé. Ainsi, selon le Professeur Baldwin, même en acceptant la théorie traditionnelle selon laquelle le taux de croissance devra, après 5 ou 6 ans, retrouver le niveau qui était le sien avant 1992, les effets conjugués des économies affectant directement le niveau du PIB et des investissements augmentant son taux de croissance à moyen terme devraient avoir entraîné, à la fin de la période considérée, une augmentation du volume du PIB supérieure à celle prévue dans le Rapport.

Le même auteur, se fondant sur une nouvelle théorie de la croissance selon laquelle toute augmentation de l'investissement (telle celle prévue au lendemain de 1992) est susceptible d'avoir sur le taux de croissance des effets positifs permanents, obtient des chiffres encore plus optimistes : au lieu des 4,5 à 7 % d'augmentation du volume du PIB prévus dans le Rapport, c'est à un accroissement de 11 à 35 % qu'il faudrait s'attendre après 5 à 6 ans.

Quoi qu'il en soit, la conclusion qui s'impose est que même si les experts ne sont pas d'accord sur l'ampleur des bénéfices qui résulteraient de l'application des mesures énoncées dans le *Livre blanc*, tous s'entendent pour affirmer qu'en toute hypothèse, ces bénéfices ne seraient pas négligeables.